

D'autres États limitrophes ont également subi l'effet des pressions sud-africaines. Ces événements devaient provoquer une explosion *anti-apartheid* en Occident. Les pays de la Communauté européenne ont tous réagi en rappelant leurs ambassadeurs de Prétoria à l'été de 1985; en outre, la France et les États-Unis ont imposé des sanctions économiques limitées. À leur réunion d'octobre 1985 à Nassau, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont adopté une série de sanctions contre Prétoria (notamment l'interdiction de procéder à de nouveaux investissements et d'importer des produits agricoles) et ils ont mis sur pied le Groupe des sages pour promouvoir le dialogue et trouver une issue pacifique à la situation de plus en plus instable qui existait en Afrique du Sud. Ce groupe comptait sept membres : l'archevêque Ted Scott, Primat de l'Église anglicane du Canada; M. Malcolm Fraser, ancien premier ministre d'Australie; le général Olusegun Obasanjo, officier de l'Armée nigérienne; Lord Barber de Wentbridge, ancien Chancelier de l'Échiquier; M^{me} Nita Barrow, représentante permanente de la Barbade aux Nations-Unies; M. John Malecela, ancien parlementaire tanzanien; et M. Sardar Swaran Singh, membre du gouvernement indien.

On avait d'abord espéré que cette initiative du Commonwealth déboucherait sur un dialogue constructif entre le gouvernement et les groupes noirs d'opposition. Le Groupe des sages du Commonwealth a présenté au gouvernement sud-africain des propositions concernant la libération de Nelson Mandela et la légalisation de l'ANC, la suspension des activités paramilitaires de l'ANC et l'instauration d'un dialogue devant prélude à l'établissement d'un gouvernement démocratique non racial. En février 1986, à la suite de pressions internes et externes, l'Afrique du Sud a annoncé des réformes limitées dont l'abolition des lois sur les laissez-passer qui limitaient la mobilité des Noirs. Mais le 19 mai, alors que le Groupe des sages terminait ses travaux dans le pays, des commandos sud-africains ont lancé des raids contre des centres abritant présumément des membres de l'ANC au Botswana, en Zambie et au Zimbabwe.

Aussitôt, le Groupe a quitté l'Afrique du Sud. Dans le rapport qu'il a présenté le 12 juin aux chefs de gouvernement du Commonwealth, il a conclu ce qui suit :